A new federal government: Will there be new approaches to health care?

In recent weeks, we have experienced something that happens infrequently in Canada: a change in the political party in Ottawa. From this, a period of uncertainty always follows because a change in government can at least be expected to result in a change in priorities. Canadians, of course, are always concerned about a potential impact on our cherished health care system. Interestingly, the campaign leading up to the election focused more on scandal, defense and child care than on health care. This was unexpected since many believe that the Conservative party lost the last election because the Liberals were able to raise sufficient concern that Mr Harper had a plan to privatize the health care system. This time, the Liberals were not successful in getting the health care issue on the agenda. But since election day, it has not taken long for the public's worry level to increase.

The province of Quebec has put forth a plan to allow some private delivery of publicly funded services as a response to a recent Supreme Court judgment. Also included was a guaranteed maximum wait time for certain procedures. The concern expressed in the rest of Canada about the proposed reforms in Quebec was relatively muted. More recently, the Alberta government has produced some long-awaited details about a proposed 'third way' option for health care in that province. This plan includes an option for patients to privately purchase some 'insured' services in order to obtain the procedures more quickly. This plan is seen as a much more dangerous threat to our national health system than the proposals for Quebec. Mr Harper now has a problem—or he may have a problem, depending on what eventually gets legislated in Alberta.

It is important to remember that it has been four years since the Premier's Advisory Council on Health in Alberta completed deliberations and made more than 40 recommendations for reform to the health care system. Included in these recommendations was a call for other (than government) sources of revenue, as well as encouragement to pursue greater utility of private delivery of publicly funded health services. All of this was believed to be possible while adhering to the conditions of the Canada Health Act. However, very little has happened in Alberta since these recommendations were initially 'accepted'. For the past two years, we have heard about the 'third way' option but no details were available. Now, a high-level framework has been provided but there will still be a period of public consultation (again) before legislation gets drafted and debated in the House. What the impact of this process will be on the 'third way' is impossible to predict, but given the voices of concern already heard, I suspect that major revision will occur. Only then will Mr Harper and the federal

Eldon R Smith

Un nouveau gouvernement fédéral : Adoptera-t-on de nouvelles perspectives du système de santé ?

Ces dernières semaines, nous avons été témoins d'une chose qui se produit rarement au Canada, un changement de parti politique à Ottawa. Une période d'incertitude s'ensuit toujours, car on peut à tout le moins prévoir qu'un changement de gouvernement entraînera des changements de priorités. Les Canadiens, bien sûr, s'inquiètent toujours des répercussions potentielles au système de santé qui leur est si cher. Il est intéressant de constater que la campagne qui a précédé les élections a davantage porté sur les scandales, la défense et les garderies que sur le système de santé. C'était inattendu puisque, de l'avis de bien des gens, le Parti conservateur avait perdu les élections précédentes parce que les Libéraux avaient réussi à soulever assez d'inquiétude au sujet de la privatisation du système de santé par monsieur Harper. Cette fois, les Libéraux n'ont pas réussi à faire figurer la santé à l'ordre du jour de la campagne. Toutefois, depuis les élections, le taux d'inquiétude du public a vite augmenté.

Le Québec a proposé un plan pour permettre la prestation privée de services financés par l'État par suite d'une récente décision de la Cour suprême. Un temps d'attente maximal garanti est également inclus pour certaines interventions. Le reste du Canada a exprimé relativement peu d'inquiétudes à l'égard des réformes proposées au Québec. Plus récemment, le gouvernement de l'Alberta a fourni des détails longtemps attendus sur une « troisième voie » proposée pour les soins de santé dans la province. Ce plan inclut la possibilité que les patients achètent dans le privé des services « assurés » afin d'être traités plus rapidement. Ce plan est perçu comme une menace beaucoup plus dangereuse pour le système de santé national que les propositions du Québec. Monsieur Harper a maintenant un problème, ou il pourrait en avoir un, selon la législation qui sera adoptée en Alberta.

Il faut se rappeler qu'il y a maintenant quatre ans, le comité consultatif sur la santé du Premier ministre de l'Alberta a achevé ses délibérations et déposé plus de 40 recommandations pour réformer le système de santé. Ces recommandations incluaient d'autres sources de revenus que celles du gouvernement ainsi que l'approfondissement de l'utilité que le secteur privé offre des services de santé financés par l'État. On croyait toutes ces mesures possibles dans le respect des conditions de la Loi canadienne sur la santé. Cependant, il ne s'est pas passé grand-chose en Alberta depuis ces recommandations. Depuis deux ans, nous entendons parler d'une « troisième voie », sans plus. Une structure de haut niveau vient d'être proposée, mais une période de consultation publique (une autre) est prévue avant que la loi soit rédigée et examinée aux Communes. Il est impossible de prévoir les répercussions de ce processus sur la « troisième voie », mais étant donné les préoccupations déjà manifestées, je présume

government need to decide whether the Canada Health Act will be violated and, if so, what they will do about it. Declaring fiscal penalty as currently allowed under the Act is unlikely to have an impact on Alberta. Therefore, other measures will need to be considered and developed if the result of all the deliberation is that the tenets of the Act have indeed been violated.

In the end, I suspect that the recent 'excitement' will turn out to be just another public debate, with no resulting substantive change to the way health care is funded or delivered in Canada. I am afraid that I have become skeptical that we will ever be able to make the kind of change that is required if we are to improve quality in the system and make public funding sustainable. Stay tuned.

Eldon R Smith
Editor-in-Chief

que des modifications considérables y seront apportées. Ce n'est qu'alors que monsieur Harper et le gouvernement fédéral devront décider si la Loi canadienne sur la santé sera enfreinte et, dans l'affirmative, ce qu'ils feront à cet égard. L'attribution d'amendes fiscales actuellement autorisée en vertu de la Loi est peu susceptible d'avoir des répercussions en Alberta. Par conséquent, d'autres mesures devront être envisagées et adoptées si toutes les délibérations concluent que le principe de la Loi est bel et bien enfreint.

Au bout du compte, je pense que la récente « agitation » n'aura été qu'un autre débat public qui ne se traduira par aucune modification de fond au mode de financement du système de santé au Canada. J'ai bien peur de ne plus tellement croire que nous parviendrons un jour à apporter le type de changements qui s'imposent pour améliorer la qualité du système et rendre le financement public durable. À suivre.

Eldon R Smith
Rédacteur en chef

The views expressed on this page are those of the Editor-in-Chief and are not intended to reflect the opinions of the Canadian Cardiovascular Society or Pulsus Group Inc.

Le présent point de vue n'engage que le rédacteur en chef et ne reflète pas nécessairement celui de la Société canadienne de cardiologie ou de Pulsus Group Inc.